

Visite de la ministre de la fonction publique à Dijon le 29 septembre

Vous avez dit moderne ?

Annick Girardin, ministre de la fonction publique, vient à Dijon ce 29 septembre certainement vanter les mérites d'une fonction publique qui se « modernise » et les bienfaits de la réforme territoriale dont la récente fusion des régions Bourgogne et Franche Comté. Car la modernité a cet avantage de toujours ringardiser, au moins dans les mots, le passé même très récent. Après tout, qui oserait être contre la modernité ? **Le problème, c'est que cette modernité-là ne rime guère avec satisfaction du bien commun.** Les nouvelles technologies que la ministre vante, ce sont celles qui, à la manière du secteur privé, devraient permettre d'automatiser les tâches, comme si rendre le service public pouvait être assimilé à une activité industrielle. Comme prendre soin des malades, combattre la fraude fiscale et commerciale, enseigner aux enfants, assurer la sécurité publique, voilà des tâches dont on se demande bien en quoi elles seraient concernées par des gains de productivité et surtout dans quel but ? Sauf à les dégrader, déshumaniser les indispensables rapports humains et surtout ah oui, « *faire des économies* » : il est vrai que quand on a tout cédé au monde de la finance, qu'on le gave de crédit d'impôt compétitivité emploi (le fameux CICE), difficile d'aller lui réclamer des sommes pour financer le service public dont il n'a aucunement besoin. On se contente juste de vagues promesses d'embauches, un million, maintenant deux, évidemment jamais tenues. Comme si partager équitablement les richesses étaient dans la nature même du grand patronat.

En fait, pour faire court, moderniser la fonction publique c'est **trouver de quoi financer les cadeaux fiscaux au grand patronat en supprimant l'emploi public**, ceci à l'heure du chômage de masse. C'est **supprimer le service public en milieu rural, le détériorer pour pousser à consommer du secteur privé** lequel rend au mieux le même service mais pour beaucoup plus cher. C'est créer des inégalités scandaleuses entre régions, métropoles, entre celles qui peuvent se payer des services publics de qualité et les autres, délaissées. C'est faire le **choix du monde des affaires contre l'intérêt général**, au détriment en premier lieu des plus modestes pour qui le service public est une nécessité parfois même vitale.

Alors non la politique Sarkozy Hollande, le pays n'en veut décidément pas ! Face à la mise en concurrence du tous contre tous, face à l'explosion des inégalités sociales et territoriales qui font reculer la société des siècles en arrière, face à l'exploitation et au pillage inconsidéré des ressources de la planète qui la mettent en péril à très brève échéance, face à la

commercialisation de l'ensemble des biens communs comme l'eau, la santé, l'énergie, le logement, le transport..., **la solution exigée par la population c'est en premier lieu réaliser l'égalité. Et cette égalité, notion réellement moderne, seul le service public est à même de la garantir et la préserver.** Mis en œuvre par des agents sous statut public, suffisamment nombreux et dûment formés, dotés des moyens à même de leur permettre de réaliser les missions confiées par la collectivité.

Tout l'inverse des politiques actuelles qui détruisent toute idée de service public d'émancipation économique et sociale. La modernité, c'est à l'opposé, satisfaire l'intérêt général et le (bien) commun !

Dijon le 29 septembre 2016